

France-Arpajon: Computer-related services

OJ S 223/2023 20/11/2023

Contract notice

Services

Directive 2009/81/EC

Section I: Contracting authority/entity

I.1. Name and addresses

Official name: Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives

Postal address: CEA/DAM Ile-de-France DCG/SAPI/BGI Bâtiment U Bruyères-le-Châtel

Town: ARPAJON CEDEX

Postal code: 91297

Country: France

Contact person: Cassandre-Anne Pilla

E-mail: cassandre-anne.pilla@cea.fr

Telephone: +33 169267771

Fax: +33 169267009

Internet address(es):

General address of the contracting authority/entity: <http://www.cea.fr>

Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Recherche

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Marché d'Infogérance pour la Direction des Applications Militaires (CEA/DAM)

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

NUTS code FR104 Essonne,FRB04 Indre-et-Loire,FRC11 Côte-d'Or,FRH02 Finistère,FRI12

Gironde,FRJ25 Lot,FRL04 Bouches-du-Rhône

II.1.3. Information about framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

I. Description de la procédure :

Cette procédure se passe en deux temps :

- une phase candidature,
- une phase offre,

En l'application de l'article R2132-5 du code de la commande publique, afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.

Une fois les candidatures remises et accompagnées du document "Engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique" dûment signé par le candidat, ce dernier sera invité à venir télécharger le dossier de consultation des entreprises sur la plateforme de dématérialisation PLACE si sa candidature est acceptée.

Cet avis concerne la phase candidature. En conséquence, vous devez pour le moment fournir uniquement les éléments indiqués dans le présent avis de marché.

II. Description du marché :

Le CEA/DAM souhaite faire réaliser des prestations d'infogérance pour ses systèmes d'information. Cela concerne quatre principaux réseaux physiques avec environ 20000 postes de travail, 600 solutions applicatives, 900 serveurs, 2000 imprimantes ainsi qu'un certain nombre de réseaux de moindre envergure.

Le périmètre se compose de prestations autour :

- du service aux utilisateurs : Centre d'appels, bureau d'aide local, support de communication et de prestations d'assistance spécifiques (VIP)
 - de l'exploitation du système d'information : la supervision de production, postes de travail, serveurs, réseaux, stockage-sauvegarde, services applicatifs, gestion de stocks, incluant le MCO/MCS
 - des évolutions du système d'information par ajout, modification ou suppression de services.
- Ces activités intègrent l'analyse des besoins d'évolutions, les études et analyses d'impacts d'intégration ou d'évolution d'un service.

Les prestations ont lieu durant les horaires ouvrés et occasionnellement durant les horaires non ouvrés (astreintes et opérations exceptionnelles).

Les prestations sont réalisées sur les 5 centres principaux du CEA/DAM ou une présence permanente du Titulaire est nécessaire. Les centres concernés sont situés à :

- Bruyères-le-Châtel à 30 km au sud de Paris (DIF) — 2 000 personnes (localisation du centre d'appel),
- Barp à 30 km au Sud de Bordeaux (CESTA) — 1 600 personnes,
- Salives à 45km de Dijon (VALDUC) — 1 200 personnes,
- Mont 15km de Tours (LE RIPAUT) — 800 personnes,
- Gramat à 60 km de Brive (GRAMAT) — 350 personnes.

Des sites annexes avec une présence ponctuelle

- o Un site à Cadarache à 40 km d'Aix-en-Provence,
- o Le site du Ponant à Paris,
- o Un site à Saclay à 20km de Paris,
- o Un site à l'Île Longue à 60 km de Brest
- o Un site à Lugos à 65km de Bordeaux
- o Un site à Moronvilliers, à 22 km de Reims
- o Un site à Toulon.
- o Un site à Cherbourg.

III. Décomposition du marché :

- Le marché se décompose en trois phases:

- phase 1: prise en charge en partie optionnelle (trois mois);
- phase 2: phase opérationnelle (78 mois dont quatre années fermes et 2,5 années optionnelles);
- phase 3: réversibilité sortante optionnelle (trois mois).

II.1.6. CPV code(s)

72500000 Computer-related services

II.1.7. Information about subcontracting

The tenderer has to indicate in the tender any share of the contract it may intend to subcontract to third parties and any proposed subcontractor, as well as the subject-matter of the subcontracts for which they are proposed

The tenderer has to indicate any change occurring at the level of subcontractors during the execution of the contract

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: — 2,5 années optionnelles incluses dans la durée totale du marché,
 — 3 mois de prise en charge inclus dans la durée totale du marché,
 — 3 mois de réversibilité inclus dans la durée totale du marché,
 — 3 mois de support inclus dans la durée totale du marché,
 — Une prestation de TMA du logiciel IWS Isilog applicable durant la phase opérationnelle du marché et par tranche annuelle.

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 84 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

CONDITIONS PARTICULIERES DE L'EXECUTION DU MARCHE :

1ERE CONDITION

Ce marché est un marché « Très Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce marché donne accès à des informations et/ou supports classifiés (ISC) intéressant la défense nationale. Il nécessite la détention d'ISC « Secret » par le titulaire.

En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée :

- soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation,

- soit un dossier complet de demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter l'OS centre DIF — Tél. +33169265797 – en lui précisant la référence du dossier suivante N° B10075),

Le dossier doit également contenir un engagement à déposer un dossier d'aptitude pour chacun des établissements dans lesquels il est envisagé d'exécuter les prestations classifiées. Les normes de protection physique des informations et/ou supports classifiés sont définies par l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale (notamment annexe 30). L'aptitude physique des locaux du titulaire peut intervenir après la notification du marché mais constitue un prérequis à la détention d'ISC.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché et donc à sa candidature.

Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations ou supports classifiés avec la France.

2EME CONDITION

Le marché nécessite la divulgation d'informations et/ou de supports classifiés ou non, comportant la mention « Spécial France ». En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "Spécial France" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité.

3EME CONDITION

En raison de la teneur de la prestation, il est précisé que le titulaire du marché, objet du présent avis, ne pourra se voir attribuer les marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d'intérêts au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique.

III.1.5. Information about security clearance

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: 1/ PRESENTATION DES CANDIDATURES :

Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature:

— le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou équivalent.

— le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.

Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

— la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente.

— les attestations de régularité fiscales et sociales

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ;

- en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

2/Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

Criteria regarding the personal situation of subcontractors (that may lead to their rejection) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant.

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque co-traitant, comprenant entre autres :

- les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; un extrait-K-bis ou équivalent

- une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque co-traitant ;

- le chiffre d'affaire global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise candidate ;

- les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;

Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.

Criteria regarding the economic and financial standing of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions: Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En

autre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

La sous-traitance totale est interdite.

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

La sélection des candidats se fera sur les critères suivants :

- savoir-faire et compétences dans la mise en œuvre du référentiel ITIL
- savoir-faire et compétences en matière d'exploitation et de conception de système d'information, notamment dans les environnements multi-sites ;
- savoir-faire et compétences en matière maintenance logicielle ;
- maîtrise de la gestion de projet informatique
- maîtrise de la gestion de parc, de gestion de stock;
- maîtrise de la gestion de la documentation et de compétences rédactionnelles.

L'atteinte de ces critères sera démontrée par les éléments listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter:

- Des références de moins de 5 ans pour (les) l'établissement(s) du candidat susceptible(s) d'intervenir et, le cas échéant, pour chaque membre du groupement, concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront être précisés: la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postale et téléphonique ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions
- L'organisation et le montage industriel presentis pour chacun des sites (le candidat devra notamment expliquer la manière dont il compte répondre à l'exigence de multiplicité des sites).

En cas de groupement ou de sous-traitance, la répartition des rôles et responsabilités entre les cotraitants ou le candidat et ses sous-traitants,

- Les moyens humains par site géographique en identifiant a minima les profils types des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations, CV non nominatifs). Les profils doivent couvrir les domaines de compétences suivant :

- o Certification ITIL

- o Réseaux informatiques : administrateurs et experts (LAN, WAN, chiffage routage, ...) pour l'exploitation et architectes pour les évolutions.

- o Infrastructures Systèmes : administrateurs et experts (Windows, linux, sauvegarde et archivage, stockage, virtualisation, télédistribution, supervision ...) pour l'exploitation et architectes pour les évolutions.

- o Sécurité des système d'information : administrateurs et experts (chiffrement, IGC, déploiement correctifs, analyse de risques, protection malveillance, ...)

- o Infrastructures applicatives : administrateurs et experts (bases de données, portails web et systèmes collaboratifs, protocoles de communications interprocessus, gestion de licences, ...)

- o Postes de travail : Experts et techniciens de maintenance matériels informatiques (PC, stations et périphériques, paquetages logiciels), systèmes et logiciels (centre logiciels, Windows, linux)

- o Gestion de stocks, magasin informatique : techniciens, logisticiens

- o Centre d'appel et de communication : techniciens de support utilisateurs

- o Développements informatiques, TMA : langages (powershell, bash, python), outil spécifique IWS de la société ISILOG

- L'organisation de la qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité);

Minimum level(s) of standards possibly required

Pour certains sites du personnel habilité à intervenir en zone réglementée: des attestations, de moins de 3 ans, de formation de radioprotection de niveau 1 dispensées par un organisme de formation CEFRI « F-option Centre de recherche » ou par un organisme équivalent,

Pour l'ensemble des sites, du personnel disposant de l'habilitation électrique H0B0

Criteria regarding the technical and/or professional ability of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions:

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

La sous-traitance totale est interdite.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

B23-10075

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

15.1.2024 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

1/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1.1 / Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.

1.2 / Documents DR :

Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021.

1.4/ Le présent avis, et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR et la partie du DCE non DR sont à retirer sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

2/ REMISE DES CANDIDATURES

La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté.

Les candidatures peuvent être remises soit par voie électronique, soit par courrier.

2.1/ Formalisme pour la remise de la candidature par voie électronique :

- a) Afin de répondre de façon électronique, les candidats doivent déposer leur candidature sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide").
- b) Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

c) Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

2.2/ Formalisme spécifique à la remise de candidature par courrier :

La candidature sera établie en 2 exemplaires (1 original et 1 copie) et un exemplaire sur clé USB sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure indique ;

CEA/DAM — Île-de-France

DCG/SAPI/BGI – bâtiment U

À l'attention de SAPI.BGI Cassandra-Anne PILLA

«B23-10075 / NE PAS OUVRIR»

Bruyères-le-Châtel / domaine du Rué

91297 Arpajon Cedex,

L'enveloppe intérieure comporte la mention « B23-10075 » et la dénomination sociale du soumissionnaire.

La remise de cette double enveloppe se fait :

*par courrier recommandé,

*ou par envoi coursier, le pli doit être déposé à l'adresse indiquée ci-dessus (entre 9h et 16h à la réception du centre)

*dans le respect de la date et heure de remise des candidatures.

En cas de contradictions entre la version papier et la version électronique, la première prévaut, dans sa version originale

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04

Postal code: 75181

Country: France

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

Body responsible for mediation procedures

Official name: I

Town: I

Country: France

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04

Postal code: 75181

Country: France

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

VI.5. Date of dispatch of this notice

15.11.2023